



**PRÉFET
DE LA SEINE-
MARITIME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
de Normandie**

**Unité départementale
du Havre**

Équipe territoriale

Le Havre, le 15 mars 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/01/2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SPEN (ex VALNOR)

Parc d'activités rudologiques des alizés

76430 SAINT VIGOR D'YMONVILLE

Références : 20220127_VI_SPEN_suivi MED du 24082020_postcontradictoire

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/01/2022 dans l'établissement SPEN (ex VALNOR) implanté Parc d'activités rudologiques des alizés 76430 SAINT VIGOR D'YMONVILLE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'inscrit dans le cadre du suivi de la mise en demeure adressée à l'exploitant par arrêté préfectoral du 24 août 2020.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SPEN (ex VALNOR)
- Parc d'activités rudologiques des alizés 76430 SAINT VIGOR D'YMONVILLE
- Code AIOT dans GUN : 00058-498
- Régime : Autorisation (non Seveso)
- Activité principale : Plateforme de compostage et de broyage de bois

Le site inspecté est une plateforme de compostage de déchets verts et de bois pour revalorisation énergétique.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Risques chroniques

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Gestion des odeurs	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 3.1-III	/	
Résultats du suivi de production du lot de compost n°0832B	AP de Mise en Demeure du 24/08/2020, article 1	/	
Analyse de 6 lots de composts avant commercialisation	AP de Mise en Demeure du 24/08/2020, article 1	/	
Plan d'épandage pour les lots de composts non conformes	AP de Mise en Demeure du 24/08/2020, article 1	/	
Mesure de température	Arrêté Ministériel du 22/04/2008, article Annexe I	/	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les mesures prises par l'exploitant répondent aux prescriptions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 24 août 2020. L'inspection propose à monsieur le préfet la levée de cette mise en demeure.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Résultats du suivi de production du lot de compost n°0832B

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 24/08/2020, article 1
Prescription contrôlée : Fournir à l'inspection les résultats du suivi de production du lot de compost n°0832B
<p>Constats : L'exploitant a transmis, par mail du 31 juillet 2020, les résultats du suivi de production du lot de compost n° 0832B. Par courrier en date du 4 septembre 2020, l'exploitant a complété ces informations par les courbes de températures relevées lors de la phase de fermentation des différents lots composant le lot 0832B, les boues de station d'épuration entrant dans la composition du lot 0832B et la destination du compost du lot 0832B.</p> <p>L'exploitant a réalisé des analyses complémentaires afin de vérifier les valeurs en micro-organismes d'intérêt sanitaire sur le lot 0832B non encore épandu. Les résultats sont conformes à la norme NF U 44-095 pour une utilisation en grandes cultures.</p> <p>Aucune non-conformité n'a été relevée par l'inspection des installations classées au sujet des éléments fournis par l'exploitant.</p> <p>Observation : l'inspection considère que ce point de l'arrêté de mise en demeure peut être levé.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Analyse de 6 lots de composts avant commercialisation

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 24/08/2020, article 1
Prescription contrôlée : Effectuer systématiquement une analyse des micro-organismes d'intérêt sanitaire de tous les lots de compost présents sur son site et des 6 prochains lots avant toute commercialisation. Les résultats devront être fournis à l'inspection.
Constats : L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées les résultats des analyses des micro-organismes d'intérêt sanitaire des 6 derniers lots de compost (environ un an de production). Ces résultats sont conformes à la norme NF U 44-095 pour une utilisation en grandes cultures. Ce type d'analyse est dorénavant pratiqué systématiquement sur chaque lot avant sa commercialisation et le personnel chargé des prélèvements a été sensibilisé aux bonnes pratiques d'échantillonnage. Observation : l'inspection considère que ce point de l'arrêté de mise en demeure peut être levé.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Plan d'épandage pour les lots de composts non conformes

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 24/08/2020, article 1
Prescription contrôlée : Mise en œuvre d'un plan d'épandage conforme à l'article 23 de l'arrêté ministériel du 22 avril 2008 pour les composts non conformes à la NFU 44-095 y compris sur les valeurs limites en micro-organismes d'intérêt sanitaires.
Constats : Dans son courrier de réponse du 4 septembre 2020, l'exploitant déclare avoir revu ses procédures de validation de la conformité des lots. De fait, il précise qu'un plan d'épandage ne lui apparaît pas pertinent puisqu'aucun lot ne sera mis sur le marché sans validation formelle de sa conformité à la norme NFU 44-095. Observation : l'inspection considère que ce point de l'arrêté de mise en demeure peut être levé.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Gestion des odeurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, Annexe 3.1-III
Prescription contrôlée : Une installation située dans une zone sensible et pour laquelle une nuisance olfactive est probable ou constatée établit et met en œuvre et réexamine régulièrement, dans le cadre du système de management environnemental, un plan de gestion des odeurs comprenant l'ensemble des éléments suivants : <ul style="list-style-type: none">- un protocole décrivant les mesures à prendre et les échéances associées ;- un protocole de surveillance des odeurs, qui définit une fréquence de surveillance ;- un protocole des mesures à prendre pour gérer des problèmes d'odeurs signalés ;- un programme de prévention et de réduction des odeurs destiné à déterminer la ou les sources d'odeurs, à caractériser les contributions des sources et à mettre en œuvre des mesures de prévention et/ou de réduction.
Constats : Afin de limiter les nuisances olfactives, l'exploitant a mis en place des mesures préventives et correctives: <ul style="list-style-type: none">- les matières fermentescibles, principales sources d'odeurs incommodantes, sont mélangées dès réception avec les déchets végétaux;- un système de pulvérisation, alimenté par un produit masquant (huiles essentielles diluées), est présent sur toute la périphérie du site et mis en route en cas de vents défavorables ou d'opérations de retournement des andains;- une station météo enregistre les données liées aux vents (intensité, direction, etc...). Ce plan de gestion des odeurs n'est néanmoins pas clairement formalisé. L'autorisation d'exploiter de l'installation ayant été délivrée avant le 18 août 2018, l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 ne s'appliquera au site inspecté qu'à partir du 17 août 2022 (article 2 de l'arrêté susvisé).
Observation: L'inspection des installations classées rappelle à l'exploitant que son plan de gestion des odeurs devra être formalisé au plus tard le 17 août 2022.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Mesure de température

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/04/2008, article Annexe I
Prescription contrôlée : La mesure des températures se fait, pour chaque lot, conformément aux bonnes pratiques en vigueur (par exemple par sondes disposées tous les 5 à 10 mètres à des profondeurs situées entre 0,7 et 1,5 mètre) et à une fréquence d'au moins trois mesures par semaine pendant le début de la phase de fermentation aérobie.
Constats : La température des lignes de fermentation et de maturation est surveillée par des sondes connectées : l'exploitant peut consulter à tout moment la température d'un andain via un logiciel (les données sont enregistrées sur un cloud). Le jour de la visite, 23 sondes étaient disponibles sur le site. Lors de la phase de fermentation, chaque andain (d'une longueur d'environ 40 mètres) est équipé de deux sondes matérialisées par des drapeaux visibles par les opérateurs. L'exploitant indique qu'historiquement, une seule sonde de température par andain était utilisée et que cela correspond aux bonnes pratiques en vigueur dans la profession pour les installations en aération forcée. En effet, les andains sont aérés en permanence sur toute leur longueur par des ventilateurs, donc l'exploitant estime que l'air insufflé permet d'homogénéiser la température. Le suivi des températures est disponible, pour chaque lot, dans le registre de production. Au regard de la technique en aération forcée et des résultats conformes des analyses des micro-organismes d'intérêt sanitaire, l'inspection considère que le suivi de température est à ce jour satisfaisant.
Type de suites proposées : Sans suite